

L'équité Sociale Et Les Politiques De Dépenses Publiques Dans Les Pays Des Révolutions Arabes

Bechir Fridhi

Faculty of Economics and Management
University of Carthage
Nabeul, Tunisia
bechir.fridhi@gmail.com

Abdejabbar Bsaies

Faculty of Economics and Management
University of Tunis El-manar
Tunis, Tunisia
abdj.bsaies@fsegt.rnu.tn

Résumé: *Un environnement économique profondément défaillant (des économies basées sur des activités à faible valeur ajoutée, ce qui conduit à une stagnation en terme de gains de productivité et de création d'emplois), une performance économique mitigée (des politiques économiques erronées : un secteur financier entravé par des défaillances de gouvernance, des mesures réglementaires qui limitent la concurrence et de politiques industrielles et agricoles qui introduisent des distorsions et aggravent les disparités régionales), tous ces éléments contribuent directement à l'impasse économique dans laquelle se sont trouvés la plupart des pays de révolutions arabes. Après la chute des régimes dictatoriaux, le problème qui se pose est de savoir comment ces pays peuvent passer d'un système de soutien généralisé vers un système de ciblage des pauvres, vu la structure de classes de ses pays (importance de la taille des classes moyenne et pauvre), et le défi que devront affronter ses derniers dans la formulation de politiques de dépenses publiques visant à répondre aux aspirations des citoyens en termes d'efficacité des dépenses publiques et d'équité sociale.*

Mots clés: *Equité sociale, seuil de pauvreté, politique de dépense publique efficace, disparité régionale, ciblage des pauvres.*

Abstract : *A deeply flawed economic environment (economies based on low value-added activities, leading to stagnation in productivity gains and job creation), a mixed economic performance (erroneous economic policies: financial sector hampered by governance failures, regulatory measures that restrict competition and industrial and agricultural policies that distort and aggravate regional disparities) all contribute directly to the economic impasse are found in most countries of the Arab revolutions. After the fall of dictatorial regimes, the problem is how these countries can switch supports a generalized system to a poor targeting system, given the class structure of his country (the importance of class size medium and low), and the challenge will face his last in the formulation of public spending policies to meet citizens' aspirations in terms of efficiency of public spending and social equity.*

Keywords: *Social equity, poverty, policy effective public spending, regional disparity, targeting the poverty.*

1. INTRODUCTION

Plus de quatre ans qui sont écoulés, les pays des révolutions arabes ont rencontré des difficultés politiques et économiques inhérentes à la phase de transition qu'ils traversent. Des obstacles importants doivent encore être surmontés, notamment ceux liés au terrorisme, à l'instabilité politique, à l'absence de politiques de la concurrence adaptées, à un système fiscal inéquitable, à un déficit de compétences et des problèmes importants qui favorisent un chômage élevé. Plus précisément, un certain nombre de difficultés doivent être traitées en vue d'élaborer une stratégie globale centrée sur la formulation de politiques de dépenses publiques.

Quatre ans après la «Révolution du Jasmin» en Tunisie et «la Révolution du 25 janvier» en Egypte, qui vont marquer le coup d'envoi d'une série de manifestations et de soulèvements populaires à travers le monde arabe, le bilan économique des pays en transition n'est pas formidable. Si ces soulèvements ont réussi dans certains pays à atteindre leur objectif primordial, celui de mettre fin à des décennies de dictature, ils n'ont pas encore produit, en revanche, les autres effets escomptés. Les révolutions populaires portaient en elles l'espoir d'un renouvellement politique, certes, mais aussi d'un nouvel élan socioéconomique qui permettrait de mieux

redistribuer les richesses, jusque-là concentrées entre les mains d'une minorité au pouvoir, et d'assurer la justice et l'emploi à une nouvelle génération montante. Mais les transitions politiques se sont avérées plus longues et ardues que prévu.

- En Tunisie : Entre octobre 2011, date à laquelle le parti *Ennahda* était arrivé au pouvoir, et janvier 2014, la Tunisie a été soumise à des tiraillements politiques entre islamistes et forces laïques, dont la classe à revenu moyen et la classe à revenu bas ont été les premières victimes à cause de la terrible crise économique.
- En Egypte, l'élaboration d'une nouvelle constitution et la préparation aux premières élections démocratiques dans l'histoire du pays ont été suivies d'une longue épreuve de force entre islamistes et membres de l'établissement militaire, ayant mené en juin dernier à la destitution du Président Morsi, issu de la confrérie des Frères musulmans.
- De son côté, la Lybie s'est enlisée dans la violence; le pays est aujourd'hui coupé en cinq zones contrôlées par des milices constituées d'éléments tribaux, tandis que les autorités centrales tentent encore de rédiger une constitution nationale et d'imposer une seule autorité militaire.
- Enfin, la Syrie est en proie à une guerre civile ravageante qui oppose depuis près de trois ans le régime de Bachar el-Assad, issu de la minorité alaouite, aux combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) ainsi qu'à des milices islamistes dans un combat aux ramifications régionales et internationales.
- Au Yémen, l'état actuel est alarmant surtout après la fuite du Président Mansour HEDI et qui annonce « La capitale Sanaa un territoire occupé par Ansar Allah(les houthi) »
- Face à cette impasse, l'ultime objectif du passage vers des économies plus productives, capables d'absorber une demande d'emploi croissante semble loin, très loin même à atteindre.

Comme on le sait, les politiques de dépenses publiques ont constitué un nouvel élan pour les pays développés après le déclenchement de la crise financière mondiale en 2008. Cet élan a abouti à la redécouverte des plus importantes idées de la théorie économique keynésienne dans le cadre de la gestion des économies capitalistes avancées qui portait sur l'efficacité des dépenses publiques pour lutter contre le chômage, pour créer des emplois et réanimer les économies qui connaissent une récession. C'est dans ce cadre que notre travail s'inscrit, nous présenterons un certain nombre d'arguments avancés par la théorie pour justifier le rôle déterminant de l'équité sociale dans le développement économique et social.

Dans le contexte du débat sur cette redécouverte dans les milieux économiques professionnels, Paul Krugman, lauréat du prix Nobel d'économie en 2008, a constaté qu'il convient de rappeler le contenu de l'article intitulé « aspects politiques du plein emploi » et publié dans la revue « Political » par Michael Klatsky (1943). Ce qui nous préoccupe en référence à la théorie économique keynésienne est qu'il est l'un des plus importants piliers de développement de la croissance économique dans les années quarante et cinquante du siècle dernier, et sa critique aigüe de la théorie Économique Classique. Comme on le sait, la théorie de la croissance économique a refusé la proposition néoclassique « la théorie économique néoclassique est applicable pour tous les pays et dans tous les temps ». Ce rejet est basé sur le fait d'observer que les pays en développement et en tant que groupe appelé à l'époque les pays sous-développés, se distinguent par rapport aux pays développés par un certain nombre de caractéristiques communes, ce qui nécessite alors des cadres théoriques autres que ceux utilisés dans l'analyse des problèmes des économies avancées, et que les outils traditionnels de l'analyse économique doivent être modifiés de façon substantielle pour devenir appropriés à une application dans les pays en développement.

Jusqu'au début des années quatre-vingt du siècle dernier, les pays en développement, y compris les pays arabes, ont suivi des tendances générales dans la formulation de ces politiques de dépenses publiques telles que : l'investissement public dans le secteur manufacturier, la protection des industries naissantes, l'accumulation rapide du capital, l'exploitation de main-d'œuvre excédentaire dans les secteurs ruraux, fourniture des services de l'éducation et de santé à des personnes au moindre coût. Et ce n'est pas surprenant, que ces tendances aient remporté un tel soutien de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes affiliés et la Banque mondiale.

En conséquences de ces politiques suivies dans les pays arabes, venant d'après leur précédent régime autoritaire, de larges catégories de la communauté ont bénéficié des réalisations en matière de développement politiques, qui sont bien accueillies par la Banque mondiale, qui a observé qu'à partir de l'année 1960 jusqu'aux années quatre-vingt du siècle dernier, il ya eu ces larges catégories des communautés qui ont bénéficié de cette politique économique. En conséquence, les gains de développement dans le cadre du régime autoritaire, où les citoyens ont échangé leurs libertés politiques en contre partie, de la jouissance de la sécurité économique et de la fourniture des services sociaux.

Notre objectif vise à mettre en évidence : (i) L'impact des dépenses publiques sur l'inégalité et la disparité régionale dans les pays des révolutions arabes, (ii) le défi que devront affronter ces pays dans la formulation de politiques visant à répondre aux augmentations massives des dépenses publiques exigées par les révolutions. Le problème qui se pose est : comment ces pays peuvent passer d'un système de soutien généralisé vers un système de cibler les pauvres? Comment passer vers un système fiscal plus équitable? Comment peuvent-ils inciter le secteur privé à fournir les emplois requis dans les prochaines années ? Dans ce qui suit, nous essayerons de répondre à toutes ces interrogations.

2. CONTESTER LA POLITIQUE DES DÉPENSES PUBLIQUES

Comme on le sait tous, le leader du printemps arabe c'est la Tunisie, l'Egypte, en tant que leader de la nation arabe a suivi la Tunisie dans l'explosion de la deuxième révolution populaire arabe. Depuis le milieu des années quatre-vingt du siècle dernier jusqu'au déclenchement des révolutions arabes, les deux pays ont appliqué des « packages » de politiques macro-économiques, appelés « Accords de Washington ». Le but de ces packages de politiques est d'aider les pays en développement, y compris les Etats arabes, à réorienter leurs économies afin que les ressources soient allouées par le mécanisme du marché, et de réaliser par la suite des taux élevés de croissance économique.

Les composantes les plus importantes des programmes d'action des packages de politiques, qui ont été supervisés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en tant que représentants de développement des pays industrialisés se préoccupe de:

- la discipline financière par l'intermédiaire des gouvernements,
- la réforme fiscale en élargissant l'assiette fiscale et en réduisant le taux marginal de l'impôt,
- la détermination des taux d'intérêt réels sur le marché de manière à être positif et raisonnable,
- l'identification des taux de change compétitifs,
- la libéralisation du commerce extérieur,
- la réduction des droits de douane et d'encourager les investissements directs étrangers,
- la privatisation des institutions publiques et la protection juridique des droits de propriété.

Mais, ces politiques n'ont pas réussi à atteindre la croissance économique qui a été promise dans la plupart des pays en développement qui ont appliqué ce programme d'action sauf uniquement en Tunisie et en Egypte.

Le record de la période 2000 – 2010 illustre que l'application de ces politiques en Tunisie et en Egypte ont été suivies, de résultats économiques synthétiques appréciables. Pendant la période qui fait l'objet de l'étude, la Tunisie a enregistré un taux de croissance moyen du PIB réel de 4,4% par an, un taux d'inflation annuel moyen, selon les prix à la consommation, de 3,3%, un solde des finances publiques - 2,2% du PIB, et un solde du compte courant total en pourcentage du PIB d'environ 0,8%. Et pour la même période, et avec les mêmes indicateurs globaux, l'Egypte a enregistré : un taux de croissance qui s'élève à 5,1%, et 8.1% comme taux l'inflation, -7,4% pour le solde des finances publiques, et 0,6% pour le solde du compte courant. En dépit de ces résultats positifs et la satisfaction des institutions internationales, les révolutions arabes ont éclaté en réponse au manque de conviction de tous les peuples, de ce qui a été réalisé et le mécontentement à l'adoption des politiques qui ont produit ces résultats. La question qui se pose est comment les institutions internationales se comportent lorsqu'elles élaborent les politiques de développement appropriées?

3. LES DÉPENSES PUBLIQUES ET L'ÉQUITÉ SOCIALE : RÉSULTATS EMPIRIQUES

Les révolutions des pays arabes ont forcé ceux qui sont intéressés par les problèmes de développement dans les pays arabes, de redéfinir, d'expliquer et de clarifier la notion de l'équité sociale.

L'équité sociale ne signifie pas l'égalité absolue, c'est-à-dire une répartition parfaitement égalitaire du revenu national ou la richesse nationale entre les membres de la communauté. L'égalité nécessaire dans ce contexte, c'est l'égalité des chances pour tous les citoyens, et ce selon les conditions, de la non-discrimination entre les citoyens, de permettre aux gens de profiter des opportunités offertes, de la continuité de la recherche à corriger les énormes différences dans la répartition des revenus et de la richesse, puisque la disponibilité de l'égalité des chances ne s'oppose pas à l'émergence de différences dans la distribution des richesses qui conduira de nouveau à grande inégalité des chances. Par conséquent, le rapprochement des différences dans les résultats devient une condition nécessaire à l'égalité des chances.

Sur la base de la définition proposée de l'équité sociale et les conditions de sa relation avec le concept d'inégalité, et aux fins de la compréhension du rôle des politiques de développement appropriées, on peut mesurer l'état de l'équité sociale en se basant sur l'état de la répartition des revenus ou la fortune, ou les dépenses de consommation des ménages dans la communauté, ainsi, ces indicateurs reflètent la répartition du bien-être des individus ou des familles de la communauté. Habituellement on mesure l'état de la répartition en fonction du degré d'inégalité en utilisant des indicateurs statistiques, (pour mesurer la disparité), ou des indicateurs provenant de la théorie du bien-être économique. Le coefficient de Gini (I_G), qui varie de la valeur nulle dans le cas d'une répartition parfaitement égalitaire (équité sociale) à la valeur 1, dans le cas d'une répartition totale (absence complète de l'équité sociale).

$$I_G = 1 - \sum_{i=1}^n (F_i - F_{i-1})(Q_i + Q_{i-1}) = 1 - \sum_{i=1}^n f_i(Q_i + Q_{i-1}),$$

avec $0 \leq I_G \leq 1$

$I_G = 0$: répartition parfaitement égalitaire (parfaite équité sociale)

$I_G = 1$: répartition totalement inégalitaire (absence d'équité sociale)

Le plus célèbre indice pour mesurer l'absence de l'équité distributive, ou l'inégalité, et le plus couramment utilisé.

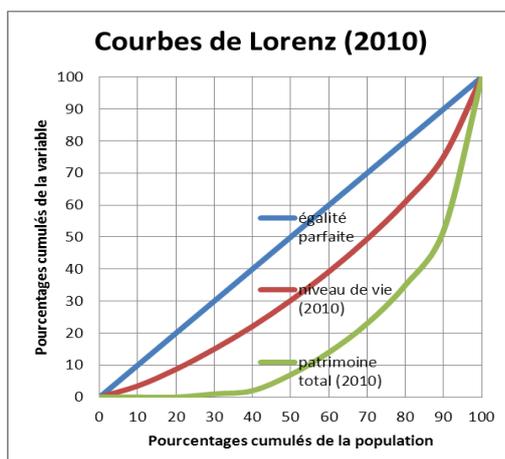
On désigne par :

n : Nombre de classes

f_i : Proportion occupée par la classe i

F_i : Pourcentage cumulée de la variable

Q_i : Pourcentage cumulé de la population



A cet égard, nous notons qu'il y a des résultats concrets qui montrent que l'augmentation des dépenses publiques se traduirait par une diminution du degré d'inégalité dans les différents pays, en tenant compte du stade de développement des différents pays, ceci est expliqué par le niveau du revenu réel par habitant [*le degré d'inégalité tend vers une hausse dans les premiers stades de développement, ce qui signifie une baisse du revenu réel par habitant, et à un certain niveau, elle rebrousse chemin et commence à progresser suivant un rythme proportionnel à la croissance, autrement dit, un revenu réel moyen par habitant plus élevé conduit à une baisse du degré d'inégalité*(Simon Kuznets, 1955)]. Cette thèse, a estimé la relation entre un indicateur pour mesurer la répartition inéquitable des revenus (Indice de Gini), en tant que variable dépendante et le revenu réel par habitant en tant que variable explicative de la phase de développement (relation estimée non-linéaire). Le test nécessite, la disponibilité de séries chronologiques à long terme pour chaque pays, mais le manque de disponibilité de ces informations a forcé l'utilisation de la coupe transversale « coupe de cross-country ». L'Équation à estimer la relation entre l'indice de l'inégalité dans la répartition des revenus et le stade de développement tendant à explorer l'impact des dépenses publiques sur l'inégalité a été élargi, en ajoutant des variables explicatives qui reflètent le rôle de l'État. Deux autres variables sont définies à cet effet:

- *La répartition des dépenses publiques ou des transferts* : Elle est définie comme la proportion de transferts sociaux, monétaires et en nature du PIB. Ces transferts contiennent, les pensions et des allocations familiales, y compris les primes de naissance pour les femmes, les allocations de chômage et les indemnités de la maladie et les dépenses d'éducation et de santé.
- *L'emploi dans le secteur public* : il est défini comme la proportion de la main d'œuvre de la population active dans le secteur de l'État, y compris l'administration publique.

D'après une étude effectuée par Manuel Riesco (2007), sur un échantillon de 75 pays les résultats les plus importants qui ont été conclus, sont les suivants :

Le premier résultat : En moyenne, l'augmentation de 10 points de pourcentage de la proportion des transferts sociaux dans le PIB, entraîne une diminution du degré d'inégalité.

Deuxième résultat : En moyenne, l'augmentation de la part de l'emploi dans le secteur public de dix points de pourcentage de la population active entraîne une diminution du degré d'inégalité.

Les résultats signifient que la politique des dépenses publiques augmentera la proportion des transferts sociaux dans le PIB, ou à augmenter la proportion de l'emploi dans le secteur public.

4. LE PROCESSUS DE FORMULATION DES POLITIQUES DANS LES SYSTÈMES DÉMOCRATIQUES

4.1. Attribution Théoriques

À la lumière des résultats empiriques, on peut prévoir la nature du défi posé par les révolutions arabes devant le processus de formulation de politiques de développement appropriées, en se basant sur un modèle théorique de la formulation des politiques dans les régimes démocratiques, régimes, que les pays arabes tentent d'instaurer quelque soit la période de transition après le succès des révolutions et la chute des régimes autoritaires.

Daron Acemoglu et J.A.Robinson(2006) ont développé ce modèle sous les hypothèses suivantes¹ :

- Les préférences des membres de la communauté : la fonction des préférences de chaque individu de la communauté est connue par les valeurs des politiques qui seront appliquées dans la communauté, bien qu'il est presque impossible d'agrèger toutes les préférences des membres de la communauté pour obtenir la fonction de bien-être communautaire.
- La politique des dépenses publiques: La politique de développement est censée être sous la forme d'une politique de dépense distributive générale, qui impose des taux d'impôt sur le revenu avec des proportions équitables sur tous les revenus dans la communauté, et la distribution du produit net des recettes fiscales de façon égale entre les membres de la communauté.

¹ Daron Acemoglu et James A.Robinson, Economics origins of Dictatorship and Democracy (Cambridge, New York : Cambridge University Press, 2006)

- Revenus nets d'impôt: La communauté supporte le coût des taxes imposées sur les revenus.
- Le comportement des individus: chaque individu est censé à maximiser la fonction de bien-être, en choisissant une catégorie fiscale préférée.
- La structure de classes de la communauté : la communauté est composée de trois classes, chacune d'entre elles est reconnue par le niveau de revenu par rapport au revenu moyen dans la communauté: la classe pauvre, la classe moyenne et la classe riche.
- Le comportement démocratique: la politique des dépenses publiques optimale est censée choisie à travers un vote direct et démocratique, c'est-à-dire choisir la catégorie d'impôt favorisée par la majorité de la population.

En se basant sur les hypothèses de «la politique des dépenses publiques» et du «comportement démocratique» ci-dessus, on peut conclure que la catégorie d'imposition optimale pour toute classe dépend du revenu moyen de la classe par rapport au revenu moyen dans la communauté, et ainsi de suite : la classe pauvre préfère une catégorie d'impôt positif parce que son revenu moyen est inférieur au revenu moyen de la communauté, la classe riche préfère une catégorie d'impôt nulle parce que son revenu moyen est plus élevé que le revenu moyen de la communauté, alors que la classe moyenne préfère une catégorie d'impôt inférieure à celle choisie par la classe pauvre (non nulle) , selon son revenu moyen par rapport aux deux autres classes².

Dans un système démocratique qui permet un vote sur les politiques de développement dans le cadre des hypothèses ci-dessus, la politique optimale qui trace l'équilibre politique de la communauté sera la politique préférée par l'électeur médian(un électeur qui fait partie de la classe moyenne). En supposant que la classe riche en général ne représente pas la majorité de la communauté, et par conséquent le sens du vote de l'électeur médian dépendra de la part de la classe pauvre de la communauté: si la classe des pauvres représente 50% ou plus de la population, cela signifie que l'électeur médian va migrer vers cette classe, et par suite, la politique optimale serait celle que préfère cette classe. D'autre part, si la part de la classe des pauvres est inférieure à la moitié de la population, l'électeur médian appartiendra à la classe moyenne qui représentera les meilleures préférences politiques dans la communauté.

Ces résultats théoriques relatifs à la formulation des politiques de dépenses publiques dans le cadre d'un système démocratique rendent compte de l'importance du rôle joué par la classe moyenne, et par conséquent l'importance d'identifier la composition des communautés en ce qui concerne le niveau de vie moyen de la classe moyenne, comparativement au niveau de vie moyen de la communauté, et en ce qui concerne le poids de chacune des classes dans les communautés.

4.2. Le Cadre Pratique Et Les Résultats

Les systèmes démocratiques que cherchent les révolutions arabes dans le domaine de la formulation des politiques de croissance appropriées, en particulier les politiques de dépenses publiques distributives, nécessitent de suivre un certain nombre d'étapes méthodologiques, qui permettent d'estimer la taille de la classe moyenne et sa richesse. Les étapes ou mesures méthodologiques à appliquer sont: (i) la détermination d'un certain niveau de vie, et celui qui a un revenu inférieur à ce niveau est considéré comme pauvre (appelé traditionnellement seuil de pauvreté) ; (ii) la détermination d'un autre niveau de vie, et celui qui a un revenu supérieur à ce niveau est considéré comme riche (appelé seuil de pauvreté supérieur ou seuil de l'infortuné (non riche)); (iii) l'estimation de la taille de la classe moyenne et de son niveau de vie moyen, et de le comparer avec le niveau de vie moyen dans le pays concerné. En ce qui concerne le phénomène de la pauvreté qui s'est accumulée depuis les années quatre-vingt du siècle dernier, on peut déterminer le niveau de vie minimum de plusieurs façons, la méthode de calcul du coût des besoins de base (nourriture, santé, logement et éducation) est la méthode la plus commode. Ce niveau de vie est appelé seuil de pauvreté.

Pour les fins de cet article, nous adopterons la plus récente estimation de la fonction du seuil de pauvreté, effectué par Martin Ravallion, Shaohua Chen et Prem Sangraula(2008) sur un

² Gorge Martinez-Vazquez et Blanca Moreno Dodson « The impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution. Evidence from a large Panel of countries”, *Review of Public Economics*, vol.200, no.1 (March 2012)

échantillon de 74 pays en développement, et en se basant sur leurs seuils de pauvreté officiels, qui a été converti en pouvoir d'achat équivalent en dollar de l'année 2005, où le coefficient de détermination de la fonction atteint 0,89. Cette équation a été estimée comme suit³:

➤ L'équation(1)

Seuil de pauvreté réel par habitant en dollars et par mois (Z_t) = 19,4 + 0,33 × dépenses réelles par habitant et par mois (Y_t).

$$Z_t = 19,4 + 0,33Y_t \quad (1)$$

Contrairement à la méthode utilisée pour déterminer le niveau de vie minimum, c'est-à-dire le seuil de pauvreté, il y avait beaucoup de débat sur la façon de déterminer la limite supérieure du niveau de vie de la classe moyenne (celui qui a un revenu supérieur ou égal à ce niveau est considéré comme riche). Les propositions présentées comprennent des méthodes relatives (dans le sens, de fixer la limite supérieure du niveau de vie comme une proportion de la dépense moyenne de la communauté, cette méthode est très utilisée dans les pays de la communauté européenne), et des méthodes absolues (dans le sens de choisir un niveau de vie répandu dans un pays, choisi comme référence). Nous sommes conscient, que la détermination du niveau de vie supérieur de la classe moyenne implique un certain degré d'arbitraire, nous devons suivre le chemin de la relativité (méthode relative) et de choisir cette limite comme le double de la dépense moyenne.

Quant à la méthode qui se préoccupe de l'identification de la dépense moyenne de la classe moyenne, on peut utiliser les identités d'analyse de la pauvreté reconnues de manière consécutive. On désigne par:

- z le seuil de pauvreté traditionnel ;
- z^* le niveau de vie supérieur de la classe moyenne ;
- y la dépense moyenne par habitant ;
- H l'indice du recensement des habitants (pourcentage des pauvres par rapport à la population totale, selon le seuil de pauvreté) ;
- x la dépense moyenne des pauvres ;
- k la dépense moyenne des riches ;
- v la dépense moyenne de la classe moyenne ;
- P l'indice d'écart de la pauvreté ;
- M Indice de la taille relative à la classe moyenne ;
- m la taille de la classe moyenne ;
- R Indice de la taille relative à la classe riche.

Ceci est décrit par les équations suivantes:

➤ L'équation (2)

La dépense moyenne des pauvres (x) = seuil de pauvreté (z) × [1 - la proportion de l'indice d'écart de pauvreté par rapport à l'indice de recensement des habitants ($\frac{P}{H}$)]

$$x = z \left[1 - \left(\frac{P}{H} \right) \right] \quad (2)$$

³ Martin Ravallion, Shaohua Chen and Prem Sangraula, "Dollar a Day Revisited" (Policy Research Working Paper, 4620, World Bank, Washington. DC, May 2008)

➤ **L'équation (3)**

La dépense moyenne (y) = (l'indice de la proportion des pauvres (H) \times la dépense moyenne des pauvres (x) - la dépense moyenne des riches (k) \times [1 - l'indice de la proportion des pauvres (H)]

$$Y = x.H + k[1 - H] \tag{3}$$

➤ **L'équation (4)**

L'indice de la taille de la classe moyenne (M) = l'indice de la proportion des pauvres à la limite supérieure du niveau de vie de la classe moyenne ($H(z^*)$) - l'indice du taux de pauvreté à la limite du seuil de pauvreté inférieur ($H(z)$)

$$M = H(z^*) - H(z) \tag{4}$$

➤ **L'équation (5)**

L'indice de recensement des riches (R) = [1- (l'indice de recensement des pauvres (H) + l'indice de la taille de la classe moyenne(M))]

$$R = [1 - (H + M)] = [1 - H(z_i)] \tag{5}$$

➤ **L'équation (6)**

La dépense moyenne de la classe moyenne (v) = [la dépense moyenne par tête (y) - l'indice de recensement des pauvres (H) \times la dépense moyenne des pauvres (x) - l'indice de recensement des riches (R) \times la dépense moyenne des riches (k)] \div la taille de la classe moyenne (m)

$$v = \left[\left(\frac{y - x.H - k.R}{m} \right) \right] \tag{6}$$

Pour les fins de l'application des étapes méthodologiques ci-dessus, l'information est disponible avec une haute qualité sur la répartition des dépenses pour un échantillon de pays des révolutions arabes dans la base de données de la Banque mondiale, et ce pour des années très récentes, la Jordanie et la Tunisie pour l'année 2010, l'Égypte pour l'année 2008, le Maroc pour l'année 2007 et le Yémen pour l'année 2005. Nous notons que la répartition des dépenses peut être considérée comme un phénomène structuré, qui ne change pas facilement au fil du temps, ce qui nous permet d'utiliser les informations disponibles pour les années les plus récentes et celles qui les suivent, sans qu'il y a des risques d'analyse.

La base de données de la Banque mondiale fournit une analyse correcte de la courbe de Lorenz et de la répartition des dépenses selon les classes des déciles les plus pauvres de la population, en déciles les plus riches, et le calcul du coefficient de Gini pour la répartition des dépenses, et des informations sur les dépenses mensuelles moyennes par habitant en dollars en fonction de la parité de pouvoir d'achat du dollar de l'année 2005. Ce tableau (1) résume les informations nécessaires à l'application du cadre ci-dessus.

Tableau1. la répartition des dépenses dans l'échantillon des pays des révolutions arabes (des déciles en pourcentage)

Déciles de dépenses (D_i) $i = \{1, 2, \dots, 10\}$	Jordanie (2010)	Tunisie (2010)	Egypte (2008)	Maroc (2007)	Yémen (2005)
Décile des plus pauvres ($0 \leq D_1 \leq 10$)	3,36	2,61	3,96	2,66	2,91
Deuxième décile des plus pauvres ($10 < D_2 \leq 20$)	4,35	4,31	5,28	3,86	4,27
$20 < D_3 \leq 30$	5,31	5,22	6,12	4,76	5,20
$30 < D_4 \leq 40$	6,28	6,32	6,90	5,69	6,11
$40 < D_5 \leq 50$	7,27	7,47	7,72	6,69	7,08
$50 < D_6 \leq 60$	8,40	8,76	8,65	7,85	8,19

L'équité Sociale Et Les Politiques De Dépenses Publiques Dans Les Pays Des Révolutions Arabes

$60 < D_7 \leq 70$	9,78	10,29	9,76	9,31	9,55
$70 < D_8 \leq 80$	11,68	12,28	11,27	11,30	11,40
$80 < D_9 \leq 90$	14,89	15,33	13,76	14,66	14,47
Décile des plus riches ($90 < D_{10} \leq 100$)	28,70	27,59	26,58	33,22	30,82
Indice de Gini (I_G) en (%)	35,43	36,06	30,77	40,88	37,69
Dépense moyenne par tête en dollar/mois	225	231	114	161	84

Source: <http://iresearch.worldbank.org>

Sans entrer dans les détails de ces résultats, ce qui nous intéresse, c'est ce que l'on entend par l'interprétation des valeurs observées du coefficient de Gini de la distribution des dépenses, après sa conversion en ce qui lui est équivalent en coefficient de Gini de la répartition des revenus, et de comparer ces résultats ajustés à ceux disponibles des pays en développement. Selon les résultats empiriques disponibles, on peut convertir le coefficient de Gini de la répartition des dépenses en coefficient de Gini de la répartition des revenus, on ajoutant 6,6 points de pourcentage. C'est ce qui explique l'annexe 2 qui représente la plus récente distribution des pays en développement selon les différents segments du coefficient de Gini de la répartition des revenus. Ces segments comportent cinq cas d'inégalité.

- Un cas d'inégalité très faible : ou le coefficient de Gini de la répartition du revenu est inférieur à 25% ;
- Un cas d'inégalité faible : ou le coefficient de Gini se situe entre 25 et 35% ;
- Un cas d'inégalité moyen : ou le coefficient de Gini est compris entre 35 et 45% ;
- Un cas d'inégalité élevé : ou le coefficient de Gini se situe entre 45 et 55% ;
- Un cas l'inégalité très élevé : ou le coefficient de Gini est égal ou supérieur à 55%.

En se basant sur l'utilisation de cette référence internationale, et au cours de la période des déclenchements des révolutions arabes, tous les pays de l'échantillon ont bénéficié d'un degré moyen d'inégalité des revenus, à l'exception du Maroc. l'Egypte, avec le plus bas coefficient de Gini pour la distribution de Revenu (37%); la Jordanie (42%); la Tunisie (43%); le Yémen (44%), le plus haut degré d'inégalité est enregistré au Maroc (48%).

Quel que soit le cas, les informations de la Table (1) sont utilisées pour appliquer le cadre pratique proposé, et pour tirer des résultats sur la taille de la classe moyenne et de sa richesse dans les pays des révolutions arabes aux dernières années avant le déclenchement de la révolution, comme étant un indicateur (la taille de la classe moyenne) de la structure sociale qui aura une incidence sur le processus de formulation des politiques de développement après une période de transition et de fonder un style de gouvernance démocratique dans ces pays, où il devrait répondre au processus d'élaboration des politiques basées sur le principe du vote. La table (2) représente nos conclusions à cet égard.

Tableau2. la classe moyenne dans les pays des révolutions arabes: l'année 2010

Libellés	Jordanie	Tunisie	Egypte	Maroc	Yémen
Dépense moyenne/tête en (\$/mois)	225	231	114	161	84
Minimum du seuil de pauvreté /tête en (\$/mois)	94	96	57	73	47
Taux de pauvreté (%)	12,8	15,3	11,8	22,4	29,7
Indice d'écart de pauvreté (%)	2,4	4,1	2,1	5,7	7,9
Dépense moyenne des pauvres en (\$/mois)	76	70	47	55	34
Seuil de pauvreté supérieur/tête en (\$/mois)	352	374	188	234	128
Proportion des non-riches (%)	86,9	87,3	91,6	85,1	87,3
Indice d'écart de l'infortuné (%)	44,6	45,5	45,7	44,5	44,8
Dépense moyenne de la classe supérieure/tête en (\$/mois)	505	589	221	442	243
Taille de la classe moyenne (%)	74,1	72,0	79,8	62,7	57,6
Dépense moyenne de la classe moyenne/tête en (\$/mois)	201	200	114	132	75
Indice de fortune de la classe moyenne	0,89	0,87	1,00	0,82	0,89

Source : Calculs effectués par les auteurs sur la base du programme de base de données de la Banque Mondiale sur la pauvreté.

On peut résumer les résultats les plus importants qui ont été conclus comme suit:

- tout d'abord: Concernant la taille de la classe moyenne, le tableau (2) montre que la classe moyenne dans tous les pays des révolutions arabes représentait la majorité de la population, et elle représente presque 80% en Egypte, comme étant la plus grande taille, d'environ 58% au Yémen, comme étant la plus petite taille, 74% de la population en Jordanie, 72% en Tunisie, et environ 63% au Maroc. Ceci signifie que l'électeur médian dans ces pays, choisi automatiquement en tant que faisant partie de cette classe, ce qui signifie que le processus de formulation des politiques dans un système démocratique dépendra des préférences de la classe moyenne, conformément aux attentes théoriques dans ce domaine.
- Deuxièmement, en termes de fortune de la classe moyenne, il est indiqué par le taux de la dépense moyenne de cette classe par rapport à la dépense moyenne dans la communauté, le tableau (2) montre que la classe moyenne dans les pays des révolutions arabes ne bénéficie pas d'une large proportion des richesses, et son niveau de bien-être est inférieur à celui qui est disponible dans la communauté, sauf dans le cas de l'Egypte, où le revenu moyen de cette classe est égal au niveau de bien-être de la communauté.
- Troisièmement, ces résultats signifient que l'électeur médian dans les pays des révolutions arabes aurait tendance à favoriser des politiques de dépenses publiques de répartition, qui comprennent, entre autres, les transferts sociaux en espèces et en nature, y compris les subventions alimentaires, la santé et l'emploi dans le secteur public, ceci est approuvé par les résultats pratiques de l'efficacité du développement de ces dépenses.

5. CONCLUSION

Jusqu'à 2010, la Tunisie par exemple, semblait bien se porter et était considérée comme un modèle à suivre par les autres pays en développement par la Banque Mondiale et le FMI, le Forum Economique Mondial a plusieurs fois classé la Tunisie comme étant l'économie la plus compétitive en Afrique. Comme l'a bien montré la révolution cependant, le modèle tunisien comptait de graves défaillances. La création inadéquate d'emplois, notamment pour les diplômés, et les grandes disparités régionales sont à l'origine d'une frustration grandissante à travers le pays qui a mené à la révolution de janvier 2011. En fait, comme le démontre ce papier, au-delà de la façade brillante souvent présentée par les anciens régimes, l'environnement économique des pays des révolutions arabes a été, et reste encore, profondément défaillant. Fait encore plus important, l'infrastructure des politiques mise en place pendant la période avant la révolution a non seulement donné lieu à des résultats économiques inadéquats tout en soutenant des systèmes basés sur les privilèges mais ils ont aussi favorisé la corruption et ont abouti à l'exclusion sociale de ceux qui ne sont pas bien introduits dans les sphères politiques.

Ce travail vient de proposer que la nature du défi de formuler des politiques de dépenses publiques adaptées aux aspirations des révolutions dans la réalisation de l'équité sociale est de ne pas faire recours à chaque fois aux bailleurs de fonds internationaux représentés par le Fonds Monétaire International, pour demander des aides de développement, il s'agit d'une nouvelle pensée de développement dans le domaine de la formulation des politiques de dépenses publiques, malgré l'existence de preuves concrètes qui illustrent l'efficacité des politiques distributives dans la réalisation de l'équité sociale. Ce sont des preuves examinées par le papier, qui présente également les résultats pratiques en raison de la taille de la classe moyenne dans l'échantillon des pays des révolutions arabes, et de montrer que cette classe représente la majorité de la population dans ces pays, et suggère que la transition vers un système démocratique de gouvernance basé sur les préférences des électeurs, impose et oblige à poursuivre des politiques de dépenses publiques de répartition, où l'électeur joue un rôle central dans le choix de ces politiques.

Bref et pour conclure, les pays des révolutions arabes cherchent à établir des régimes de gouvernance démocratique, qui croit aux libertés civiles et politiques des peuples à travers l'équité sociale, en tant qu'objectif vital de développement, et que les interventions directes de l'Etat et les réformes sociales sont résumées dans la formulation des politiques de dépenses publiques de répartition ou de distribution.

Annexes

Annexe1. Performance Macroéconomique dans l'échantillon des pays des révolutions arabes: 2000 – 2010

Indice de performance	Jordanie	Tunisie	Egypte	Maroc	Yémen
Taux de croissance annuel moyen du PIB réel (%)	6,1	4,3	5,1	4,6	4,5
Taux d'inflation annuel moyen(%)	3,9	3,3	8,1	1,9	11,0
Déficit budgétaire par rapport au PIB(%)	4,3	-2,2	-7,4	-3,6	-2,4
Déficit de la Balance des paiements par rapport au PIB(%)	-4,2	0,8	0,7	-0,1	0,4

Source: Fonds Monétaire International, mai 2013

Annexe2. Le cas de la distribution équitable des revenus dans les pays en développement: une référence internationale

Pour les fins de jugement sur l'égalité de la répartition des dépenses de consommation dans les pays des révolutions arabes, nous avons fait recours au cas de l'égalité de la répartition des dépenses à l'échelle mondiale, c'est une situation, ou les plus récentes informations ont été suivies par Francesca Bastagli, David Coady et Gupta (2012), où ils ont calculé les coefficients de Gini pour la répartition des revenus et des dépenses d'un échantillon de 112 pays en développement pour l'année 2010, et un échantillon de 104 pays en développement pour l'année 2000. Ceci a été ajusté en coefficient de Gini de la distribution des dépenses en ajoutant 6,6 points de pourcentage pour obtenir le coefficient de Gini de la répartition des revenus de tous les pays qui ont besoin d'un tel ajustement.

Les résultats que nous avons obtenus montrent que le coefficient de Gini moyen pour la répartition des revenus des pays en développement pour l'année 2010 a atteint 45,1% (avec un écart type de 9,5%), bien que le plus haut degré de l'inégalité, a été enregistré pour chacun des Iles Comores et de la Namibie avec un coefficient de Gini de 70,6%, tandis que le plus bas degré de coefficient de Gini à l'Autriche évalué à 25,4%.

En se basant sur les remarques indiquées ci-dessus, nous pouvons obtenir une référence internationale permettant de juger de l'état de l'inégalité dans la répartition des revenus et de son évolution au cours de la décennie qui a précédé les révolutions arabes, comme il est indiqué dans le tableau (2), qui a utilisé la moyenne et l'écart type du coefficient de Gini pour déterminer l'étendue de chaque tranche de segments du coefficient de Gini.

Annexe3. Distribution d'un échantillon de pays en développement, en fonction de la valeur du coefficient de Gini pour la répartition des revenus pour l'année 2010: une référence internationale

Coefficient de Gini des revenus (% ; inégalités)	Nombre de pays	Proportion de pays (%)
([25, 35[; faible)	14	12,5
([35, 45[; moyenne)	42	37,5
([45, 55[; forte)	41	36,6
([55, +[; très élevé)	15	13,4
Totaux	112	100

Source: D'après Francesca Bastagli, David Coady et Sanjeev Gupta, «l'inégalité des revenus et la politique fiscale» (Note, SDN / 12/08, Fonds monétaire international, le 28 Juin 2012).

Il est très important de noter, en ce qui concerne les segments du coefficient de Gini pour les pays en développement, selon les informations disponibles de l'année 2010, il n'y avait pas des pays en développement qui bénéficient d'une situation d'inégalité extrêmement faible, c'est-à-dire un coefficient de Gini inférieur à 25%.

REFERENCES

- [1] Abdih Y., Lopez-Murphy P., Agustin Roitman, and Ratna Sahay, 2010, The Cyclicity of Fiscal Policy in the Middle East and Central Asia: Is the Current Crisis Different?, IMF Working paper, WP/10/68.
- [2] Acar S., Dogruel F., 2012, Sources of inequality in selected MENA countries, Structural Change and Economic Dynamics, 23.
- [3] Campante F.R., Chor D., 2012, Why was the Arab world poised for revolution? Schooling, economic opportunities, and the Arab spring, The Journal of Economic Perspectives, Vol. 26, n°2.

- [4] Catin M., Regnault H., 2006, Le Sud de la Méditerranée face aux défis du libre-échange, L'Harmattan, Paris.
- [5] Drine I., 2012, Institutions, governance and technology catch-up in North Africa, Economic Modelling, 29.
- [6] FEMISE, 2010, Crise et voies de sortie de crise dans les pays méditerranéens, A. Galal et J.L. Reiffers (coord.), Banque Européenne d'Investissement et FEMISE.
- [7] Mouhoud E.M., 2012, Political Economy of Arab Revolutions: analysis and prospects for North-African Countries, Mondes en Développement, Vol. 40, 2012/2, n°158.
- [8] PNUD, 2009, Rapport arabe sur le développement humain 2009 - Les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes.

AUTHOR'S BIOGRAPHY



Bechir FRIDHI: est né en 1968 à Thala(Tunisie), où il a suivi ses études primaires et secondaires. Il a par la suite poursuivi ses études supérieures à l'Université de Tunis El-Manar où il a obtenu :

- Une maîtrise en Sciences Economiques en 1995
- Un diplôme d'Etudes Approfondies en Economie Mathématique et Econométrie(EME) en 2000
- Une thèse de Doctorat en Sciences Economiques en 2012.

Il est actuellement:

- Enseignant Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Nabeul, Université de Carthage,
- Membre de Laboratoire de Recherche : Intégration Economique Internationale (L.I.E.I) à la *FSEG de Tunis*. Université de Tunis El-Manar,
- Membre de l'Equipe SAPROF (Special Assistance for Project Formation), in Japan Bank for International Cooperation (JBIC).

Abdejabbar BSAIES: est:

- Professeur émérite en Sciences Economiques à l'Université de Tunis El-Manar
- Ex-Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis.